

## **Déclaration de FO cheminot sur le plan social de SARKOZY**

Le long discours prononcé cet après-midi par le Président de la République a permis à celui-ci de détailler le "Plan Social" qu'il réserve à l'entreprise France. Toutes les françaises et tous les français seront touchés par les effets de ces annonces si celles-ci sont concrétisées.

Pour le réaliser, il entend prendre ses mesures au pas de charge (de cavalerie) même s'il use de précaution oratoire pour rassurer celles et ceux qui voyaient dans la rapidité de son exercice le (seul) motif valable du combat social.

C'est ainsi qu'il prône le "dialogue social" mais il faut qu'il soit "rapide". Côté régimes spéciaux de retraite (dont celui des cheminots), c'est sans surprise qu'il veut "l'alignement" sur la fonction publique.

"Dès demain", le ministre du Travail Xavier Bertrand allait "entamer des discussions avec tous les acteurs concernés (...) qui ne devront pas excéder deux semaines", a-t-il précisé. Le ministre définira "les principes communs de l'harmonisation", qui seront ensuite "déclinés par la négociation, entreprise par entreprise", selon son calendrier.

Pour FO cheminots, et compte tenu de la réalité du régime cheminot, rien n'est négociable dans la situation actuelle, sauf à admettre une réduction du montant des pensions avec une augmentation de la durée d'activité. Et à admettre le principe d'un syndicalisme d'accompagnement et de déclin.

En effet, il faut rappeler que le taux de remplacement (% par rapport aux derniers salaires) est d'environ 61% à la SNCF (maximum de 65,7%) quand il est de 71% à 75% dans le régime général et ce, à durée de cotisations égale. Pour des raisons que FO cheminots a souvent expliqué ici (carrières plus courtes, calcul basé sur 88% de la rémunération, cotisations sociales plus élevées, etc...) sans omettre d'autres paramètres.

"Aller vite" sur le dossier de la réforme des retraites du régime général, qu'il veut conclure au cours du premier semestre 2008 est aussi l'élément important du discours. Ce propos légitime la position de FO cheminots qui a toujours proclamé qu'avec la "réforme-casse" des régimes spéciaux, devait suivre la remise en cause du régime général de retraite. Il a tout de même le culot de souhaiter la "revalorisation des petites pensions", notamment des pensions de régimes non-salariés (commerçants, artisans, agriculteurs...), régimes qui sont payés par les salariés dans leur ensemble. Et qui avaient catégoriquement refusés leur intégration dans le régime général lors de la création de 1945.

Côté 35 heures, c'est la remise en cause qui est annoncé clairement : il travaillera "très rapidement avec les partenaires sociaux" sur l'assouplissement des 35 heures. Pour la "réforme du contrat de travail", il a annoncé une décision du gouvernement "à la fin de l'année".

Sur la fusion de l'ANPE et de l'Unédic, autre promesse de campagne du candidat conservateur, il a demandé à sa ministre de l'Economie Christine Lagarde de lui faire des propositions "dans les quinze jours".

Est aussi annoncé l'ouverture d'un "grand débat" sur le financement de la santé, dont les conclusions seront tirées au premier semestre 2008 pour établir "ce qui doit être financé par la solidarité nationale" et ce "qui doit relever de la responsabilité individuelle à travers une couverture complémentaire". Il a défendu la franchise, qui sera présentée cet automne au Parlement dans le cadre du projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) pour 2008.

Le Président a également annoncé que la réforme du système de formation professionnelle, "à bout de souffle", serait engagée "au cours des toutes prochaines semaines". Idem pour le financement de la santé, sur lequel le gouvernement doit se positionner "au premier trimestre de l'année prochaine".

Evoquant plus généralement la "méthode" des réformes, M. Sarkozy a souligné qu'il n'était "pas question de laisser les discussions s'enliser". "Je serai ouvert sur les moyens et la méthode, mais je ne transigerai ni sur les objectifs, ni sur les principes".

Le Président prône un "nouveau contrat social, profondément renouvelé et différent", destiné à remplacer un système qui "produit plus d'injustice que de justice".

Pour FO cheminots, le discours présidentiel n'a rien de neuf. Son "Plan social" gluant de sauce libérale a l'odeur du 19<sup>ème</sup> siècle. Il satisfait parfaitement le MEDEF qui a l'occasion aujourd'hui de prendre sa grande revanche sur les grandes victoires sociales françaises.

La préparation à la mobilisation est déjà lancée.